

L'Afghanistan vote pour en finir avec le chaos

Les Afghans ont vécu leur première vraie campagne électorale dans la violence. En votant, ils veulent dire non à l'insurrection.

L'événement. 17 millions d'Afghans votent ce jeudi pour élire un nouveau président et les conseils provinciaux. **Le risque.** Les rebelles talibans qui ont semé la terreur jusqu'au cœur de Kaboul menacent de pousser la violence jusque dans les urnes. **La campagne.** Deux candidats tiennent tête au président sortant Hamid Karzaï.

ÉCLAIRAGE

Jean-Michel Lalieu

Les Afghans se disent prêts à braver la menace. Alors que les talibans ont promis de poursuivre leur opération de déstabilisation du scrutin jusque dans l'isolement, d'aucuns se disent prêts à braver la mort pour exprimer leur vote. Même si, depuis quelques jours, Kaboul est devenu la cible d'attaques meurtrières.

C'est l'autre face de la campagne: si l'on fait fi de la violence, c'est la première fois que les Afghans vivent une élection véritablement démocratique, faite de meetings et de rassemblements de foules. En 2004, lors des premières élections libres, Hamid Karzaï a été élu avec 55 % des voix sans vraiment connaître de concurrence. Il avait déjà été nommé président par intérim en décembre 2001, deux mois et demi à peine après l'intervention des forces occidentales contre le régime taliban.

Cette fois, d'après les derniers sondages, le président Karzaï pourrait être mis en ballottage par

son ancien ministre des Affaires étrangères Abdullah Abdullah qui regrouperait un quart des intentions de vote contre 44 % pour Karzaï. Le troisième candidat sérieux, Ramazan Bashedost (ex-ministre du Plan) pointe à 10 %.

OCCUPATION ET CORRUPTION
La tâche ne sera décidément pas facile pour le nouveau président. Il devra tenter de mettre un terme

“ Après 30 années de conflits, la majorité des Afghans ne sait pas ce que «vivre en paix» signifie.

à 30 années de violence et en finir avec la corruption qui a gangrené l'exercice du gouvernement précédent. Sans compter que le pays reste «occupé» par plus de 60.000 soldats de l'International Security Assistance Force (Otan).

Actuellement, la majorité des Afghans ne savent pas ce que «vivre en paix» veut dire. Le chaos

enclenché en 1973 par un coup d'État contre la monarchie s'est poursuivi cinq ans plus tard par la prise du pouvoir, à nouveau par la force, par le Parti communiste afghan. C'est dans un climat de guerre froide et de conflits internes que l'armée russe intervient ensuite à la veille de la Noël de 1979.

Englués dans une guerre à l'issue plus qu'incertaine contre les différents mouvements moudjahidines, les troupes soviétiques finirent par se retirer dix ans plus tard, livrant le pays à lui-même. Si le régime communiste du président Najibullah, qui avait reçu l'appui de Moscou, garde la main sur le pays, il est de plus en plus contesté à l'intérieur par les moudjahidines. Un prélude à une nouvelle guerre civile qui démarre en 1992 entre les différents mouvements qui s'arrachent les rênes du pouvoir.

C'est dans ce contexte que le

pays voit progresser ces étudiants religieux barbus, soutenus par le Pakistan voisin. Venus du pays pachtoune à partir de 1994, les talibans s'emparent peu à peu des grandes villes et imposent un régime islamique très fort dans les régions conquises.

En 1996, Kaboul tombe entre leurs mains. L'Afghanistan s'en-

6.000 bureaux de vote seront installés dans tout le pays. Mais les talibans menacent d'en faire sauter.



ferme alors dans l'islamisme intégriste, les visages des femmes disparaissent sous des treillis et les Bouddahs de Bamiyân tombent sous les tirs d'artillerie.

UN NID DE TERRORISTES

Puis surtout, le pays — se fermant sur le monde — ouvre de plus en plus son territoire aux camps

d'entraînement islamiques contrôlés par Al Qaïda. La communauté internationale ferme les yeux. Jusqu'à l'effondrement des Twin Towers le 11 septembre 2001. L'Afghanistan qui abrite Ben Laden devient la cible des Etats-Unis et de leur chasse aux terroristes.

Une fois les talibans expulsés de

Kaboul par les forces de la coalition, en novembre 2001, les Etats-Unis proposent le nom de Karzaï, bien connu de leurs services, comme président intérimaire jusqu'aux premières élections de 2004.

Au terme d'un mandat de 5 ans, il laisse un bilan mitigé. Le pays reste le premier producteur mon-

dial d'opium, les rebelles talibans ont toujours gardé une influence dans le sud du pays et le monde politique est critiqué par ses propres concitoyens pour la corruption qui s'est généralisée. Des critiques qui, sauf surprise, ne devraient pas l'empêcher de gagner un second mandat. Mais peut-être pas dès ce jeudi. ■

L'économie afghane: beaucoup de ressources, un Etat trop faible

FOCUS

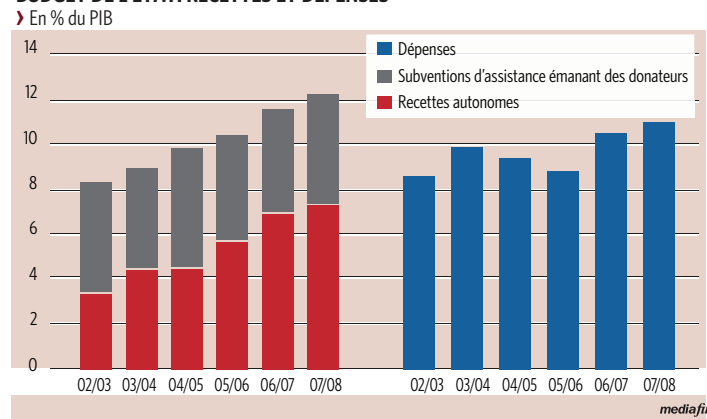
Malgré un climat politique plus que houleux et une insécurité endémique, l'Afghanistan croît, dans la mesure de ses moyens. Le pays affiche une croissance enthousiasmante, proche des 10% par an, même s'il est vrai qu'il est plus facile de se développer quand tout, ou presque, reste à faire. Laminées par l'invasion soviétique puis par la guerre civile, les infrastructures afghanes se remettent progressivement en place, majoritairement grâce aux programmes d'aide internationaux. Un réveil facilité par la fin en 2002 d'une longue période de sécheresse qui avait mis l'agriculture, principale ressource du pays, à genoux. L'agriculture pose néanmoins problème de par le fait qu'elle est majoritairement liée à la culture du pavot, dont le pays est le premier producteur mondial. Près d'un Afghan sur 10 en vivrait et le «secteur» représenterait pas loin d'un tiers du PIB national (environ 10 milliards de dollars).

L'Afghanistan dispose néanmoins d'autres ressources : le pays produit déjà du gaz naturel, du cuivre et du fer, et il renferme des gisements largement déficitaires. Une étude américaine de 2006 estime en effet à près de 4 milliards de barils les réserves de pétrole et à plus de 1000 milliards de mètres cubes les réserves de gaz naturel. Au niveau des industries, la plus grande part revient au secteur du textile tandis que le secteur des services se développe très rapidement, surtout

au niveau des télécoms. Autre manne insoupçonnée: les 4 millions de réfugiés qui reviennent progressivement au pays, souvent formés et soucieux de le développer. Un retour qui stimule d'ailleurs fortement le secteur de la construction et de l'immobilier, surtout à Kaboul. De nombreuses sources potentielles de croissance, certes, mais uniquement en provenance du secteur privé. Les autorités afghanes n'ont que très peu d'influence sur leur destinée économique, la Banque mondiale leur contestant de fait la maîtrise de pans entiers de l'économie tandis que l'offre de santé est laissée presque intégralement aux bons soins des ONG et des opérateurs privés. Sachant l'aide étrangère temporaire, le gouvernement afghan s'est donné pour objectif de couvrir la totalité de ses dépenses de fonctionnement à partir de ses recettes autonomes d'ici 2012-2013. Il devra donc augmenter considérablement ses revenus, ce qu'il fait progressivement (voir infographie), mais le chemin reste long. ■

Younes Al Bouchouari (st.)

BUDGET DE L'ÉTAT: RECETTES ET DÉPENSES



Interview express

«Le taux de participation sera plus important que le nom du vainqueur»

Thomas Renard, chercheur à l'Institut Egmont

Quelle importance faut-il accorder à une élection présidentielle dans un pays qui reste largement sous contrôle de troupes étrangères?

► Son enjeu est justement très important dans ce contexte. Face à l'insurrection à laquelle est confrontée l'Afghanistan, cette élection doit apporter avant tout un facteur de légitimité. Il sera donc capital de voir la manière dont le scrutin va se dérouler. Les citoyens vont-ils se rendre massivement dans les bureaux de vote ou bouder le scrutin? A la rigueur, il sera moins important de savoir qui a gagné que de connaître le taux de participation. Ces élections représentent aussi une étape majeure dans le processus de démocratisation du pays. Le président Karzaï est en place depuis de longues années et sa popularité est en chute. Il fallait un nouveau processus démocratique.

Quel intérêt ont, de leur côté, les talibans à tenter de paralyser le processus électoral?

► Ils ne croient pas à la démocratie, un système purement occidental. Pour les talibans, le pouvoir est d'origine

divine et un pouvoir occidental ne pourra pas traduire un pouvoir divin sur terre. Il serait aussi intéressant de connaître le résultat qu'ils voudraient voir sortir de cette élection. Je ne suis pas sûr qu'ils le sachent tous mais ce qui est clair c'est qu'ils suivront les résultats. Peut-être à la rigueur souhaitent-ils voir Karzaï rester au pouvoir. Il n'a pas connu beaucoup de succès dans la lutte contre l'insurrection et son manque de légitimité pourrait leur être propice.

En quoi l'Afghanistan représente-t-il un enjeu stratégique qui fait qu'on se bat sur son sol depuis plus de 30 ans?

► Il s'agit d'un Etat qui reste au centre de tous les conflits régionaux et que toutes les puissances observent. Il est intégré dans le Rimland, une zone qui s'étend de l'Egypte à l'Asie centrale et qui, d'un point de vue stratégique, est centrale en termes de stabilité et de ressources. Mais au cours de l'histoire récente, les enjeux n'ont pas toujours été les mêmes. Au moment de l'invasion, les Russes voulaient créer un Etat-tampon communiste pour se

protéger de l'influence des Etats-Unis, trop proches de leur frontière. Pour les Américains, par contre, le but était clairement d'apporter une réponse aux attentats de septembre 2001.

On a parfois esquissé le départ des troupes occidentales après ces élections. Une option réaliste?

► La menace terroriste reste la première raison de la présence de l'Otan. Il s'agit d'assurer la sécurité en Europe et sur le continent américain. Or, il reste pas mal de camps jihadistes à la frontière pakistanaise qui forment les combattants et les propagandistes de demain. Il n'est d'ailleurs même pas sûr que les talibans aient envie de voir partir les Américains. D'un côté, leurs drones ont fait des dégâts importants, mais ça leur permet aussi de faire des coups médiatiques en terme de propagande et de recrutement. Outre ces aspects, ni l'armée ni la police afghane ne sont pour l'instant suffisamment formées pour assurer la sécurité de leur propre population. 90 % du travail est encore réalisé par les troupes étrangères. ■

Propos recueillis par J.-M. L.